

N° 2160.

---

## BELGIQUE ET PERSE

Accord provisoire concernant les  
relations entre les deux pays.  
Signé à Téhéran, le 15 mai 1928.

---

## BELGIUM AND PERSIA

Provisional Agreement relating to  
the Relations between both Coun-  
tries. Signed at Teheran, May  
15, 1928.

N° 2160. — ACCORD PROVISOIRE <sup>1</sup> ENTRE LA BELGIQUE ET LA PERSE, CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 15 MAI 1928.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Perse. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 octobre 1929.*

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, également animés du désir sincère de faire aboutir, dans le plus bref délai possible, les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre leurs deux Etats d'un traité d'amitié et de conventions d'établissement, consulaire, douanière et commerciale, se sont résolus à maintenir, en attendant, leurs relations sur la base d'un accord provisoire, et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Maurice CUVELIER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article premier.*

La représentation diplomatique de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre jouira, sous condition de réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, régulièrement munis de l'exequatur, pourront y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

*Article II.*

A dater du 10 mai 1928, les ressortissants persans dans l'Union belgo-luxembourgeoise et les ressortissants belges et luxembourgeois en Perse seront admis et traités sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux règles et pratiques du droit commun international et sur la base d'une parfaite réciprocité.

Ils y jouiront, quant à leurs personnes et à leurs biens, droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et autorités territoriales. Ils bénéficieront, en toute matière, du même traitement

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 12 septembre 1929.

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2160. — PROVISIONAL AGREEMENT <sup>2</sup> BETWEEN BELGIUM AND PERSIA, RELATING TO THE RELATIONS BETWEEN BOTH COUNTRIES. SIGNED AT TEHERAN, MAY 15, 1928.

*French official text communicated by the Persian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place October 3, 1929.*

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being equally animated by the sincere desire to carry through to a successful issue at the earliest possible moment the negotiations at present in progress for the conclusion between their two States of a treaty of friendship and of establishment, consular, Customs and commercial conventions, have resolved in the meantime to maintain their relations on the basis of a provisional agreement, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fathoullah KHAN PAKREVAN, Acting Head of His Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Maurice CUVELIER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Persia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

*Article I.*

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, subject to reciprocity, enjoy the privileges and immunities recognised by ordinary international law.

The consular representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, if regularly provided with an exequatur, be entitled to reside therein in the places to which they have previously been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation recognised by ordinary international law, subject to full reciprocity.

*Article II.*

As from May 10, 1928, Persian nationals in the Belgo-Luxemburg Union, and Belgian and Luxemburg nationals in Persia, shall be admitted to and treated in the territory of the other Contracting Party in accordance with the regulations and practice of ordinary international law, subject to full reciprocity.

They shall enjoy therein, as regards their persons and their property, rights and interests, the fullest protection afforded by the laws and territorial authorities. In all matters they shall be

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

<sup>2</sup> The exchange of ratifications took place at Teheran, September 12, 1929.

général que les nationaux, sans pouvoir prétendre, toutefois, au traitement réservé aux seuls nationaux à l'exclusion de tous autres étrangers.

En matière de statut personnel, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, restent soumis aux prescriptions de leur loi nationale.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, il reste entendu que les ressortissants belges et luxembourgeois sur le territoire persan sont autorisés seulement à acquérir, occuper ou posséder les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur commerce et de leur industrie.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre sont expressément exemptés de toute obligation personnelle, corvée ou prestation d'ordre militaire, ainsi que de tous dons nationaux, emprunts forcés et contributions exceptionnelles imposés par les besoins militaires. Les réquisitions seront équitablement compensées.

Les sociétés commerciales ayant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées conformément aux lois en vigueur sur ce territoire, verront leur existence et leur capacité juridiques reconnues sur le territoire de l'autre. A la condition de se conformer aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur, elles pourront s'établir sur le territoire de l'autre Partie contractante et s'y livrer à tout commerce dont la présente convention permet l'exercice aux ressortissants du pays dans lequel ces sociétés ont été constituées. Toutefois, cette disposition n'autorise pas lesdites sociétés à exercer un commerce auquel les ressortissants du pays dans lequel elles ont été constituées ne seraient en droit de se livrer sur le territoire de l'autre qu'en raison des intérêts qu'ils trouveraient avoir, dans le cas toutefois où la loi territoriale le leur permettrait, dans les sociétés nationales de ce dernier pays. Elle n'autorise pas non plus lesdites sociétés à réclamer, sur le territoire de l'autre Partie, le bénéfice des droits que celle-ci réserve aux sociétés nationales, à l'exclusion de toutes sociétés étrangères.

#### Article III.

En réglant leurs rapports sur le principe de l'autonomie douanière, les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les produits du sol ou de l'industrie provenant du territoire persan, à leur entrée dans l'Union belgo-luxembourgeoise, et les produits du sol ou de l'industrie provenant de l'Union belgo-luxembourgeoise, à leur entrée en Perse, seront soumis aux prescriptions de la loi organique des douanes du pays d'importation.

Considérant qu'il est permis d'espérer que le délai d'un an suffira pour conclure le traité d'amitié, les conventions d'établissement, consulaire, commerciale et douanière actuellement en cours de négociation, elles conviennent de s'accorder réciproquement, jusqu'à la date du 10 mai 1929, le bénéfice de leur tarif minimum.

Il reste entendu que les deux Hautes Parties contractantes, tout en gardant la liberté absolue de changer à chaque moment leur tarif autonome, conviennent que dans le cas où les taux minima de leur tarif seraient l'objet de réductions totales ou partielles quelconques, chacune d'Elles s'engage à faire bénéficier l'autre de ces réductions, pendant la durée du présent accord provisoire.

#### Article IV.

Le présent accord provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra. Il restera en force jusqu'au 10 mai 1929.

Il reste entendu que, pour la Partie persane, l'article 3 relatif aux dispositions tarifaires, en raison des dispositions de la loi du 13 Ordibehechte 1307 (3 mai 1928) n'a pas besoin d'être présenté pour ratification au Madjliss.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Teheran, le 15 mai 1928.

(Signé) : F. PAKREVAN.

(Signé) : Maurice CUVELIER.

entitled to the same general treatment as nationals, but may not claim the treatment reserved for nationals alone to the exclusion of all other foreigners.

The nationals of each of the High Contracting Parties when in the territory of the other shall remain subject to the provisions of their national legislation in respect of personal status.

As regards real property and real rights, it is understood that Belgian and Luxemburg nationals in Persian territory shall be authorised to acquire, occupy or possess only the property necessary for their residence or for the exercise of their trade and industry.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall be expressly exempted from any personal obligation, forced labour or contribution of a military character, and from all national gifts, forced loans and exceptional levies imposed by military requirements. Equitable compensation shall be paid in the case of requisitioning.

Commercial companies which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties, and which are constituted therein in accordance with the laws in force in that territory, shall have their juridical existence and capacity recognised in the territory of the other. Provided they comply with the laws and regulations in force therein, they may establish themselves in the territory of the other Contracting Party and engage therein in any business which, under the terms of the present Convention, is open to nationals of the country where these companies were constituted. The above provision shall not however entitle the said companies to engage in business in which nationals of the country where they were constituted would be permitted to engage in the territory of the other only in virtue of the interests they might possess (always provided this is sanctioned by the law of the country) in national companies of the latter country. Similarly, the companies in question shall not be entitled in the territory of the other Party to claim the benefit of rights reserved by the latter for national companies to the exclusion of all foreign companies.

#### *Article III.*

Their relations being governed by the principle of Customs autonomy, both High Contracting Parties agree that products of the soil or industry of Persia, on entering the Belgo-Luxemburg Union, and products of the soil or industry of the Belgo-Luxemburg Union, on entering Persia, shall be subject to the provisions of the general Customs legislation of the country of importation.

Since there is reason to believe that a period of one year will be sufficient for the conclusion of the treaty of friendship and of the establishment, consular, commercial and Customs conventions at present under negotiation, the Parties agree reciprocally to grant to each other, up to May 10, 1929, the advantages of their minimum tariff.

It is understood that both High Contracting Parties, while retaining entire freedom to alter their autonomous tariff at any moment, agree that, in the case of any total or partial reductions of their minimum tariff rates, each Party undertakes to give the other the benefit of such reductions during the validity of the present Provisional Agreement.

#### *Article IV.*

The present Provisional Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Teheran as soon as possible. It shall remain in force until May 10, 1929.

It is understood that as regards Persia, Article 3 concerning tariff regulations does not require, in view of the provisions of the Law of 13 Ordibehechte 1307 (May 3, 1928), to be submitted to the Majlis for ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, May 15, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Maurice CUVELIER.

